

[Traduction]

## L'ENVIRONNEMENT

LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES—LA NÉCESSITÉ DE  
MODERNISER LES INSTALLATIONS

**M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill):** Monsieur le Président, la Chambre s'est beaucoup intéressée dernièrement, et à juste titre, à la question des pluies acides. En matière d'environnement, toutefois, il existe un autre problème que nous négligeons trop souvent, celui du traitement des eaux usées, qui va de la nécessité d'améliorer et de moderniser les installations jusqu'à celle, à certains endroits, d'aménager l'infrastructure nécessaire.

Nous en comprenons davantage le besoin quand on nous rapporte des incidents comme celui d'hier, où des milliers de gallons d'eau d'égoût polluée sont déversés dans les Grands Lacs, à Fort Érié, en Ontario.

Toutefois, le plus troublant est sans doute le fait que le gouvernement fédéral abdique complètement ses responsabilités dans ce domaine. Le ministre des Finances (M. Wilson) affirme que cette question relève des provinces et des municipalités. Or, le gouvernement fédéral doit justement donner l'exemple.

• (1405)

Il s'agit d'une tâche considérable qui s'impose d'un bout à l'autre du Canada et, en particulier, dans certaines régions. Au Québec, par exemple, environ 40 p. 100 des eaux d'égoût s'écoulent dans la nature sans avoir subi aucun traitement. Pour tout dire, cet état de fait constitue un crime en 1987, et un crime politique puisque le gouvernement fédéral continue à s'en laver les mains.

\* \* \*

## L'HORTICULTURE

LES CONSÉQUENCES DES SUBVENTIONS DES ÉTATS-UNIS POUR  
LES PRODUCTEURS DE MIEL CANADIENS

**M. Lee Clark (Brandon—Souris):** Monsieur le Président, au nom de quelque 20 000 producteurs de miel canadiens, je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur les difficultés financières auxquelles ils font face. Malheureusement, les subventions agricoles américaines ont le même effet sur nos producteurs de miel que les subventions aux producteurs céréalières ont sur nos céréaliculteurs.

Selon l'association des producteurs de miel du Manitoba, le prix du miel a baissé de 13c. la livre environ sur le marché mondial et d'autres baisses sont à craindre. Puisque 80 p. 100 du miel produit dans l'ouest du Canada est vendu au prix mondial, cette baisse du cours mondial a déjà causé la faillite de bon nombre de producteurs. De plus, malgré cette baisse de prix, les producteurs de miel des Prairies ont de la difficulté à trouver des débouchés.

## Article 21 du Règlement

Comme vous le savez peut-être, monsieur le Président, les apiculteurs de l'ouest du Canada dépendent dans une large mesure des marchés américains. Malheureusement, à l'heure actuelle, des droits tarifaires entravent l'accès à ces marchés.

De plus, dans les marchés européens dont nous étions les fournisseurs, on achète maintenant du miel américain fortement subventionné. Par conséquent, bon nombre des producteurs de miel du Canada devront recevoir une aide financière pour survivre une année de plus.

\* \* \*

## L'INDUSTRIE

LA SYDNEY STEEL CORPORATION—LE RETARD APPORTÉ À LA  
MODERNISATION

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, en juillet 1984, celui qui est maintenant le très honorable premier ministre (M. Mulroney), en présence de bon nombre de ses collègues provinciaux et fédéraux, s'engageait à moderniser la Sydney Steel. Cet engagement a été réaffirmé après les élections en septembre 1984.

La population de l'est de la Nouvelle-Écosse a attendu 24 mois avant que ces sentiments soient formulés dans un accord auxiliaire signé par le gouvernement fédéral et celui de la Nouvelle-Écosse. Douze autres mois se sont écoulés avant qu'on apprenne du ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Côté) que le gouvernement n'avait pas reçu le plan d'entreprise de Sydney Steel et de la province de la Nouvelle-Écosse. Nous avons appris que le gouvernement fédéral a maintenant reçu ce plan d'entreprise.

Nous avons également appris du ministre de l'Expansion industrielle régionale que la Nouvelle-Écosse doit se plier à deux autres formalités avant que le gouvernement fédéral ne consente à participer au plan. Ce retard est déraisonnable. C'est une insulte gratuite faite à la population de l'est de la Nouvelle-Écosse qui attend que le premier ministre, ses collègues en Nouvelle-Écosse et notamment les députés qui nous représentent au sein du Cabinet fédéral agissent. C'est absolument déraisonnable, monsieur le Président.

Je demande au gouvernement d'assumer ses responsabilités et d'accorder les crédits nécessaires pour faciliter cette modernisation.

\* \* \*

## LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

## LES TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS IMPOSÉS AUX EMPRUNTEURS

**M. Jack Scowen (Mackenzie):** Monsieur le Président, le gouvernement précédent avait lancé la pratique d'emprunter à l'étranger en vue de prêter aux Canadiens par le biais de sociétés d'État comme la Société du crédit agricole et la Banque fédérale de développement.